

Les journées de mai à Barcelone

La signification des journées de mai face à la contre-révolution

Les événements tragiques qui se sont déroulés à Barcelone dans les premiers jours de mai ne peuvent pas s'expliquer, comme on l'a prétendu, par une simple explosion dénuée de bon sens ou un acte de folie collective.

Des événements d'une telle envergure, qui ont lancé des masses considérables dans la lutte, ont fait baigner dans le sang les rues de la capitale catalane et ont coûté la vie à des centaines d'hommes ne sont produits que parce qu'ils obéissaient à des causes profondes, puissantes.

Laissons les petits bourgeois sentimentaux « regretter » ce qui s'est produit sans prendre la peine d'examiner les causes déterminantes des événements ; laissons les contre-révolutionnaires, uniquement soucieux d'étouffer la révolution, condamner le mouvement. Le devoir des véritables révolutionnaires est d'analyser les causes qui ont produit les événements et d'en tirer les leçons nécessaires.

L'insurrection militaire fasciste

L'insurrection fasciste du 19 juillet n'a pas été un simple acte de rébellion de quelques militaires « traîtres », mais le point culminant, de façon aiguë et violente, de la lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution. Le triomphe du bloc ouvrier- républicain aux élections du 16 février et la formation dans la foulée d'un gouvernement des gauches ont réactivé les illusions démocratiques, sérieusement brisées, des masses, mais ces illusions brillèrent d'un éclat fugace. La classe ouvrière à bientôt pu se rendre compte qu'en dépit de sa défaite dans les urnes, la réaction ne désarmait pas, mais, tout au contraire, préparait en redoublant d'ardeur l'arrêt de la révolution prolétarienne et l'instauration d'un régime dictatorial.

L'insurrection de juillet, produite après cinq mois d'une nouvelle expérience gouvernementale qui démontrait l'impuissance totale de la gauche petite-bourgeoise à mettre un terme au danger fasciste et résoudre dans un sens progressiste les problèmes politiques auxquels le pays était confronté, a pleinement confirmé le point de vue régulièrement exprimé par le POUM : que la nouvelle expérience des gauches échouerait; que la lutte ne se situait pas entre la démocratie et le fascisme, mais entre le fascisme et le socialisme; que cette lutte serait armée et ne pourrait se résoudre favorablement pour les travailleurs et contre le fascisme qu'avec la victoire de la révolution prolétarienne et la prise du pouvoir par la classe ouvrière, résolvant ainsi les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise et engageant simultanément la transformation socialiste de la société.

La guerre et la révolution

Grâce à l'héroïsme magnifique de la classe ouvrière, inébranlablement résolue à combattre jusqu'à la mort pour empêcher la victoire du fascisme, l'insurrection militaire a été écrasée le 19 juillet à Barcelone, Madrid et Valence. Grâce à cet héroïsme répété sur les champs de bataille par des milliers de travailleurs engagés aussitôt dans les milices, Franco n'a pas pu obtenir la victoire militaire qu'il croyait rapide et certaine et qui, après dix mois de guerre civile, semble de moins en moins probable.

Mais en même temps qu'on écrasait l'insurrection fasciste dans les principales villes et qu'on engageait la lutte militaire aux fronts, les travailleurs créaient des comités révolutionnaires et réquisitionnaient les usines, les paysans prenaient possession des terres, incendiaient couvents et églises – foyers de la réaction fasciste –, en un mot, on commençait la révolution, et les anciens organes du pouvoir bourgeois devenaient fantomatiques. Guerre et révolution sont donc apparues inséparables dès le début.

L'insurrection défaite, les travailleurs ont commencé le travail révolutionnaire, dont ils ont défendu et continuent de défendre les conquêtes dans les tranchées. Prétendre, comme le font ledit Parti Communiste espagnol et le PSUC en Catalogne, que les travailleurs qui combattent au front le font pour la république démocratique, c'est trahir le prolétariat, c'est préparer le terrain pour une nouvelle et victorieuse attaque de la réaction fasciste.

Et que personne ne se laisse impressionner par l'argument selon lequel la lutte pour la révolution socialiste à l'arrière favoriserait les plans de l'ennemi au front. Au contraire, seule une politique révolutionnaire audacieuse à l'arrière, socialiste sans équivoque, est capable de donner aux combattants le courage et la force morale qui les rendra invincibles et d'organiser l'économie et les industries de guerre avec l'efficacité requise pour obtenir une victoire militaire rapide et écrasante.

Les avances de la contre-révolution

Toutefois, en spéculant avec « les difficultés de la guerre », la bourgeoisie républicaine, instrumentalisant les partis réformistes – le Parti Communiste officiel et le PSUC en l'occurrence – s'efforce, par une tâche tenace et systématique, d'étouffer la révolution prolétarienne : en supprimant progressivement les conquêtes de la classe ouvrière, en pourchassant ses organisations et sa presse afin de restaurer le mécanisme de l'État bourgeois et de consolider la domination capitaliste.

Le plan contre-révolutionnaire s'est principalement traduit par: l'éviction du POUM du gouvernement de la Généralité, le désarmement, jusqu'à présent resté partiel, de la classe travailleuse, la persécution de l'organe de la CNT à Madrid, la suspension de La Batalla, la saisie du journal Combattant Rouge et de la station émettrice de notre parti dans la capitale, l'arrestation du Comité régional de la CNT en Biscaye, notre interdiction à Valence, l'incarcération de Maroto, le courageux militant anarchiste, à Almeria, les décrets d'Ordre public et la suppression des Tribunaux populaires en Catalogne, l'offensive contre les drapeaux révolutionnaires, afin de les remplacer par le drapeau « national », la tentative de reconstitution de l'ancienne armée bourgeoise avec la création d'une Armée populaire d'automates, sans esprit révolutionnaire, au service de la démocratie bourgeoise, l'instauration de la censure politique, l'offensive contre les Patrouilles de contrôle, etc. Parallèlement à la mise au point de ce plan contre-révolutionnaire, il a été menée une campagne systématique de diffamation et de discrédit contre la CNT et contre le POUM, dénonçant ses adhérents (qui, avec de grands sacrifices et héroïsme ont contribué à la guerre contre le fascisme) comme agents de Hitler et de Mussolini, en faisant recourir à tous les moyens, avouables ou pas, afin d'établir le monopole d'un parti originellement communiste et révolutionnaire, mais livré aujourd'hui corps et âme à la bourgeoisie, tramant de basses manœuvres contre les Comités, sabotant la collectivisation de l'économie, supprimant le contrôle de la distribution et du marché pour favoriser les spéculateurs et les agioteurs, organisant des manifestations contre-révolutionnaires provocatrices, et en instaurant finalement créant entre la force publique et les organisations ouvrières révolutionnaires un état d'esprit hostile qui n'aurait pas lieu d'être.

La provocation

Tous ces faits ont justifié une inquiétude de la classe ouvrière qui, alarmée, voyait qu'on lui arrachait ses conquêtes tandis que la contre-révolution gagnait chaque jour de nouvelles positions. D'autre part, le réformisme – agent direct de la contre-révolution – encouragé par ses progrès, devenait chaque fois plus arrogant et accentuait sa politique de provocation. Dans la semaine qui a précédé les événements tragiques, les travailleurs révolutionnaires vivaient dans un état de nervosité qui avait atteint son paroxysme à l'occasion de la tentative d'occupation de Figueras par les carabiniers, des événements de Puigcerdá et de l'enterrement du militant de l'UGT Roldán Coupée, victime d'un attentat que nous condamnons énergiquement, et qui a été le prétexte pour organiser une manifestation nettement contre-révolutionnaire.

Dans ces circonstances, le 3 mai, à la requête de A. Aiguadé, conseiller de la Sécurité intérieure et représentant d'Esquerra Republicana dans le gouvernement de la Généralité, et sous la direction personnelle immédiate du commissaire général de l'Ordre public, Rodriguez Salles, membre du PSUC, la force publique a tenté dans l'après-midi d'occuper le bâtiment de la centrale téléphonique, contrôlée par l'Organisation ouvrière. La contre-révolution considère que les conditions sont prêtes en vue de tenter une attaque contre une des positions conquises en juillet par le prolétariat. Il ne s'agit pas encore d'une attaque décisive et globale, mais d'un premier essai. Mais elle se trompe dans ses calculs. Les travailleurs du Téléphone ripostent énergiquement et des heurts violents ont lieu. Rapidement, le gouvernement et les comités des organisations syndicales interviennent, rendent publique une note très vague qui laisse entendre que le conflit est en voie de trouver une solution.

Mais les travailleurs, irrités, ne s'estiment pas satisfaits. Ils comprennent qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé, que toutes leurs conquêtes sont en danger, et prennent spontanément les armes, encerclent la centrale téléphonique, élèvent des barricades dans toute la ville. Une lutte sanglante s'engage, sans précédent dans l'histoire de notre mouvement révolutionnaire par sa violence et son ampleur, d'où résulteront des centaines de morts et de blessés.

La réaction vigoureuse du prolétariat barcelonais a été présentée par les réformistes comme le résultat d'une provocation fasciste, encouragée par notre parti. Maîtres en calomnie et en diffamation, ils veulent esquiver leur énorme responsabilité énorme quant au sang versé, en faisant la rejetant sur les révolutionnaires.

Parce que les journées de mai ont directement résulté d'une monstrueuse provocation du PSUC, il s'est servi pour réaliser ses desseins de ce Noske d'opérette, traître au prolétariat révolutionnaire, qui se nomme Rodriguez Salas. Dans ces circonstances, présenter les événements de mai comme une violente « lutte fratricide » entre « les deux centrales syndicales », c'est dénaturer délibérément les faits, et tout le monde sait parfaitement que la lutte a été entre les travailleurs révolutionnaires, parmi lesquels il y avait ceux de l'UGT, et une partie de la force publique. Ce n'est pas une simple rivalité syndicale dans les rues, mais un problème bien plus profond. Et les travailleurs qui sont descendus dans la rue les armes à la main représentaient les intérêts du prolétariat au moment historique présent.

L'attitude du POUM

À plusieurs reprises, notre parti, pendant ces derniers temps, avait insisté sur la nécessité de poser sur le terrain politique les problèmes apparus au cours de la guerre et de la révolution. Nous avons notamment affirmé que la classe ouvrière pouvait prendre le pouvoir sans avoir besoin de recourir à l'insurrection armée : il lui suffisait de faire jouer son énorme influence pour que le rapport de force penche en sa faveur et qu'on parvienne à la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, sans

violence. Ne pas poser le problème en ces termes, sur le terrain purement politique, signifiait une explosion violente à plus ou moins long terme de l'irritation accumulée de la classe ouvrière, avec comme conséquence un mouvement spontané, chaotique et sans perspectives immédiates. Nos prévisions se sont réalisées. L'attitude provocatrice de la contre-révolution a déterminé l'explosion. Mais avec les ouvriers dans la rue, quelle devait être l'attitude du parti ? Rester passifs, condamner ou se solidariser ? Notre choix n'était pas difficile. Ni la première, ni la deuxième attitude ne cadraient avec notre qualité de parti ouvrier et révolutionnaire. Sans hésiter à aucun moment nous apportâmes notre solidarité active au mouvement, même en sachant d'avance qu'il ne pouvait pas triompher.

Si cela avait dépendu de nous, nous n'aurions pas donné l'ordre d'insurrection. Le moment n'était pas propice pour une action décisive. Mais les ouvriers révolutionnaires, à juste raison indignés par la provocation qu'ils avaient subie, s'étaient lancés dans le combat et nous ne pouvions pas les abandonner. Agir autrement aurait constitué une trahison impardonnable.

Le fait d'être un parti révolutionnaire nous dictait ce devoir, cette obligation morale d'être aux côtés des travailleurs quand, judicieusement ou pas, ils combattent pour la défense de leurs conquêtes, ainsi que la nécessité d'apporter notre contribution à l'effort de canalisation d'un mouvement spontané, largement chaotique, en vue d'éviter sa transformation en putsch stérile se concluant par une défaite sanglante du prolétariat.

La lutte armée s'est développée d'une telle façon, l'élan des ouvriers révolutionnaires et les positions stratégiques atteintes ont été tels qu'on aurait pu conquérir le pouvoir. Mais notre parti, force minoritaire au sein du mouvement ouvrier, ne pouvait prendre la responsabilité de lancer ce mot d'ordre, d'autant plus que les dirigeants de la CNT et de la FAI demandaient de façon pressante par les radios barcelonaises aux travailleurs d'abandonner la lutte, créaient la confusion et le désordre parmi les combattants. Dans de telles circonstances, inviter les travailleurs à prendre le pouvoir c'était les lancer dans un putsch fatal pour le prolétariat.

Il fallait donner des consignes limitées au mouvement. C'est ce qu'a fait notre parti, réclamant la destitution de Rodriguez Salles et Aiguadé, les initiateurs directs de la provocation, l'annulation des décrets réactionnaires d'Ordre public et la création de Comités de défense de la révolution.

Et quand nous fûmes convaincus que poursuivre le mouvement conduirait à l'échec, non par défaut de combativité des travailleurs qui avaient réalisé de véritables prodiges d'héroïsme, mais par désorientation, par la due à l'attitude des comités responsables des organisations syndicales révolutionnaire, nous considérâmes que les intérêts du prolétariat exigeaient qu'on arrête la lutte. Ceci dit nous jugeâmes pour cela que deux conditions étaient indispensables: que la force publique se retire et que les travailleurs restent armés. Le maintien de la force publique dans la rue pouvait être considéré comme une défaite de la classe ouvrière quand c'était en réalité un retrait stratégique. Ce maintien restait une provocation qui pouvait entraîner de nouveaux affrontements violents. Le désarmement signifiait qu'on allait priver le prolétariat de la meilleure garantie de ses conquêtes et de la possibilité de contrer une tentative contre-révolutionnaire ou un coup d'état fasciste. En mettant en avant ces mots d'ordre, le 8 au matin, nous conseillâmes aux travailleurs de cesser la lutte et de retourner au travail.

Nous pouvons affirmer fièrement que l'attitude de notre parti (dont le prestige s'est considérablement accru parmi les travailleurs) a contribué à mettre à terme à la lutte sanglante en cours dans les rues de Barcelone et a évité que le mouvement ouvrier ne soit écrasé par une féroce répression.

Dans ce résumé de l'origine, du développement et du dénouement des journées de mai, le lecteur honnête se convaincra facilement de qui ont été les véritables responsables de la tragédie; tragédie

où notre parti (cible de tous les révolutionnaires) n'a pas joué le rôle de provocateur comme le proclament ceux qui ne font que défendre des intérêts de la bourgeoisie et étouffer la révolution commencée glorieusement le 19 juillet. Notre parti a strictement rempli son devoir de fidélité inébranlable à la cause prolétarienne.

Les leçons des journées de mai

La classe laborieuse doit tirer les leçons des sanglantes journées de mai et de ses effets sur l'avenir de la révolution espagnole pour que son sacrifice n'ait pas été stérile.

Première leçon : Toute la propagande distillée pendant des mois par la petite bourgeoisie et le réformisme en faveur de l'unité antifasciste n'avait d'autre but que de spéculer sur le sentiment unitaire des masses ouvrières et leur haine du fascisme afin d'étrangler la révolution et de restaurer l'appareil d'état bourgeois.

Deuxième leçon: La campagne menée avec les mots d'ordre « gagner d'abord la guerre, faire ensuite la révolution » et « tout pour et par la guerre » cachait l'intention de noyer la révolution afin de pouvoir, une fois les mains libres, négocier une paix « blanche ». La suppression progressive des conquêtes révolutionnaires, la menace d'une intervention étrangère, qui faillit se produire avec l'arrivée de navires de guerre étrangers dans le port de Barcelone, les rumeurs toujours plus insistantes sur une possible « accolade de Vergara¹ », coïncident avec la provocation du 3 mai et constituent une preuve manifeste de tout cela.

Troisième leçon : Il n'y a pas d'autre issue pour le prolétariat et la victoire militaire que la conquête du pouvoir. Pendant les journées de mai il [le prolétariat] l'a eu à portée de main. S'il ne l'a pas pris c'est que ses organisations traditionnelles, inspirées par la doctrine anarchiste, n'ont pas posé le problème, et parce que notre parti, qui n'a cessé pour sa part de le poser pendant toute la révolution, est une organisation minoritaire et jeune, sans les forces nécessaires pour endosser la responsabilité d'orienter la lutte en ce sens. La mission immédiate et fondamentale du prolétariat est de préparer les conditions nécessaires pour enlever le pouvoir politique à la bourgeoisie. Pour cela il faut constituer le Front Ouvrier Révolutionnaire, c'est-à-dire regrouper en vue de coordonner l'action les organisations ouvrières disposées à faire barrage aux progrès de la contre-révolution bourgeoise et mettre en avant la révolution prolétarienne. Une des formes concrètes de ce Front Ouvrier Révolutionnaire pourrait être les Comités de Défense de la Révolution, qui doivent se constituer immédiatement en tous lieux de travail, dans tous les quartiers, dans toutes les localités, et qui doivent coordonner leur action au moyen d'un Comité Central de Défense exprimant la volonté de tous les comités.

Quatrième leçon : La victoire de la classe ouvrière est impossible sans une direction responsable, qui sache ce qu'elle veut et où elle va et coordonne la lutte. Le Front ouvrier révolutionnaire peut être la base de cette indispensable direction.

Cinquième leçon : L'attitude pendant les journées de mai du parti Communiste d'Espagne et de sa filiale en Catalogne, le PSUC, est venue démontrer que ces partis ne sont pas une simple tendance réformiste du mouvement ouvrier, mais qu'ils constituent l'avant-garde et l'instrument de la contre-révolution bourgeoise. Pour cette raison, bien que le front unique soit indispensable avec ces partis, ainsi qu'avec les organisations petites-bourgeoises, pour la lutte militaire contre le fascisme, on doit écarter toute possibilité d'action commune sur le terrain politique. Les représentants du prolétariat révolutionnaire ne peuvent s'asseoir à la même table que ceux des bourreaux de la classe ouvrière. Pour cela il faut opposer le Front Ouvrier Révolutionnaire au Front Populaire Antifasciste, synonyme

¹ La référence à l'accolade de Vergara renvoie à la réconciliation des carlistes et des libéraux en 1839 et signifie une entente des camps adversaires. [Note du traducteur]

de collaboration de classe et de politique contre-révolutionnaire. **POUR LA DÉFENSE DE LA REVOLUTION ! POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !**

La lutte engagée en Espagne entre la révolution et la contre-révolution va entrer dans une nouvelle phase où le prolétariat, instruit par l'expérience de ces mois de combat et, surtout, par les magnifiques journées de mai, doit mener tous ses efforts en vue d'accentuer son indépendance de classe, défendre les conquêtes de la révolution et se préparer à la conquête du pouvoir, préalable indispensable pour instituer un régime socialiste, le seul capable de régénérer l'économie du pays et de rétablir l'ordre. Et qu'on ne nous dise pas que la révolution nous ferait perdre la guerre, à laquelle nous devons consacrer nos énergies. Il y a de sérieuses raisons de penser que les puissances « démocratiques » intriguent pour imposer un armistice que les travailleurs espagnols rejettent avec indignation. Et comme le principal obstacle à ces visées suspectes c'est l'existence des organisations ouvrières, il est prévu de les éliminer, quoi qu'il en coûte, de la vie publique.

Mais la classe ouvrière ne se laissera pas tromper. Avec le même élan héroïque avec lequel elle a vaincu le fascisme le 19 juillet à Madrid, Valence et Barcelone et verse généreusement son sang sur les champs de bataille, elle défendra les conquêtes obtenues et prendra le pouvoir, persuadée que seul le triomphe de la révolution prolétarienne peut amener la guerre à l'écrasement du fascisme et à l'instauration du socialisme.

VIVE LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION !

VIVE LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

Barcelone, le 12 mai 1937

Comité central du P.O.U.M.